

## Mobilisation tous azimuts en Alsace pour la langue régionale

À l'appel d'un collectif national, des centaines de personnes se sont retrouvées ce samedi un peu partout en Alsace en petits comités et pour un rassemblement plus important devant les locaux d'Eltern Alsace. Avec un mot d'ordre : la défense de la langue régionale et de l'enseignement immersif.



Des parents d'élèves étaient notamment mobilisés samedi, avec divers slogans, pour défendre l'enseignement immersif et plus largement bilingue. Photo L'Alsace /Vanessa MEYER

Les drapeaux rouges et blancs flottaient samedi matin devant les locaux de l'association Eltern Alsace à Colmar, dont les grilles étaient couvertes de messages en faveur de la langue régionale et de l'enseignement immersif. Lequel, a-t-on notamment pu lire, « rend les enfants heureux et les adultes aussi », soit, en version originale, « Immersiv macht Kinder froh und Erwachsene ebenso ». Quelque 200 personnes, parmi lesquelles beaucoup de promoteurs du bilinguisme mais aussi des candidats aux prochaines élections, se sont retrouvées à l'appel du collectif Pour que vivent nos langues, lancé avant la décision du conseil constitutionnel de censurer cette pédagogie et qui a très certainement pris de l'ampleur depuis. Outre cette « réunion symbolique » à Colmar, d'autres rassemblements se sont tenus en petits comités, afin de respecter les contraintes sanitaires, devant des panneaux de villages ou sur les sites des écoles du réseau ABCM-Zweisprachigkeit engagées dans l'enseignement immersif depuis 2017, avec photos et vidéos à l'appui (lire ci-contre).



01 / 06

Une cigogne en peluche accrochée à un drapeau Alsace lors de la manifestation "Pour que vivent nos langues" devant les locaux d'Eltern à Colmar le 29 mai 2021. Photo L'Alsace /Vanessa MEYER



02 / 06

*Claude Froehlicher, président de l'association Eltern Alsace lors de la manifestation "Pour que vivent nos langues" devant les locaux d'Eltern à Colmar le 29 mai 2021. Photo L'Alsace /Vanessa MEYER*



03 / 06

*Un enfant tient un panneau "Maman warum kann ich nimeeh Elsassich redde" devant un groupe avec des drapeaux alsaciens lors de la manifestation "Pour que vivent nos langues" devant les locaux d'Eltern à Colmar le 29 mai 2021. Photo L'Alsace /Vanessa MEYER*



04 / 06

*Discours de Claude Froehlicher, président de l'association Eltern Alsace devant des manifestants tenant des drapeaux alsaciens lors de la manifestation "Pour que vivent nos langues" devant les locaux d'Eltern à Colmar le 29 mai 2021. Photo L'Alsace /Vanessa MEYER*



05 / 06

Léonie 9 ans de Seppois manifeste avec coiffe alsacienne et drapeau alsacien lors de la manifestation "Pour que vivent nos langues" devant les locaux d'Eltern à Colmar le 29 mai 2021. Photo L'Alsace /Vanessa MEYER



06 / 06

Les enseignants de l'école ABCM d'Ingersheim avec des panneaux "Immersion macht Kinder froh" lors de la manifestation "Pour que vivent nos langues" devant les locaux d'Eltern à Colmar le 29 mai 2021. Photo L'Alsace /Vanessa MEYER

### « Nous ne sommes pas seuls »

« Même si nous sommes moins nombreux que dans d'autres régions, nous comptons sur une centaine de points de mobilisation... que Paris voit qu'il y a une vague de fond », a commenté Claude Froehlicher, président d'Eltern Alsace. « Nous ne sommes pas seuls aujourd'hui à défendre notre langue régionale », a renchéri avec plaisir Gisèle Mattes, directrice de l'école maternelle ABCM d'Ingersheim, venue avec ses collègues ainsi que d'autres de Lutterbach, plaider pour le biais fondé et l'efficacité d'une scolarité à 100 % en alsacien et en allemand jusqu'au CP. Aucun doute pour les parents d'élèves mobilisés, tel Christophe, selon lequel son fils Alexandre, 5 ans, « est plus à l'aise et comprend mieux l'allemand » que ses deux aînés scolarisés dans le système paritaire au même âge. Après le « pas en avant » de la loi Molac sur les langues régionales adoptée le 8 avril, « la décision du conseil constitutionnel remet en cause un apprentissage linguistique qui se fait depuis des décades dans d'autres régions », s'est indignée Isabelle, une ancienne mère d'élève d'ABCM, regrettant plus encore qu'« en Alsace, on soit toujours obligés de faire ses preuves ».

### Soutenir et financer les écoles

Le réseau associatif étant mis à mal, « il faut le soutenir », est ensuite intervenu à la tribune Jean-Marie Woehrling, président de Culture et Bilinguisme, sous les applaudissements. Déterminé à regarder vers l'avenir et puisqu'Emmanuel Macron lui-même s'est dit favorable à l'enseignement immersif, il

suggère un projet de loi pour un financement spécifique des écoles hors contrat. Ce serait possible « en un rien de temps », assure-t-il. Ce qui n'empêche pas les défenseurs de la langue régionale d'espérer aussi, à plus longue échéance, une modification de l'article 2 de la Constitution. « La langue de la République est le français, il suffirait d'ajouter sans préjudice pour les langues régionales », fait valoir Pierre Klein, président de la fédération Alsace bilingue.

D'autres propositions ont été faites à la tribune : que l'Éducation nationale, dans la mesure où elle ne soutient plus l'enseignement immersif, développe davantage le bilingue paritaire ; qu'elle intègre une option sur la langue, l'histoire et la culture régionale dans les classes publiques. Ou enfin que pour « travailler ensemble » les collectivités se regroupent dans un syndicat intercommunal et créent, avec l'État, la région Grand Est et la Collectivité européenne d'Alsace, un office public de la langue d'Alsace doté d'un budget propre. « Cela fonctionne au Pays basque », assure Jean-Marie Woehrling. « Il faut s'en inspirer, et que le choc que nous a donné la décision du conseil constitutionnel soit une chance pour aller de l'avant. »

D'autres rassemblements ont eu lieu à travers l'Alsace, autour des écoles du réseau ABCM-Zweisprachigkeit. « Dans les hautes sphères, certains croient que transmettre une langue régionale peut être un danger pour la République », s'étonne Audrey Kopp, directrice de la Sequoia Schule de Saverne. Pour elle, au contraire, cette méthode « ouvre des possibilités d'apprentissage des langues étrangères ».

Dans la cour du site de Haguenau, ils étaient une soixantaine de parents d'élèves, vêtus aux couleurs du drapeau alsacien, en rouge et blanc. « C'est une nécessité pour que la langue ne disparaisse pas et réintègre l'espace social et familial. Cela faisait plus de 70 ans qu'il n'y avait pas eu de loi en faveur des langues régionales », a souligné Pascale Lux.

À l'école de Gerstheim, à 10 h, au son de l'hymne alsacien, 25 parents d'élèves ont déployé pancartes et banderoles. Sarah Moessmer, représentante de l'association des parents d'élèves Les Misela, a déclaré : « Pour la rentrée prochaine, nous enregistrons une très forte augmentation des inscriptions, ce qui montre que la culture régionale ne se limite pas aux kougelhops et aux spaetzle ! »

### **« Maman, pourquoi je ne peux plus parler alsacien ? »**

La veille, un rassemblement s'était déjà tenu sur le site d'Ingersheim, comme devant l'école de Schweighouse-sur-Moder, où une trentaine de personnes ont notamment arboré ce message : « Maman, warum kann ich nimmeh elsassisch redde ? », « Maman, pourquoi je ne peux plus parler alsacien ? » Une question qu'ils étaient des centaines à se poser.

### **Les symptômes d'une campagne exacerbée**

L'enfarinage de Jean Rottner, président (LR) de la Région Grand Est, et le coup de sang du député haut-rhinois Jacques Cattin (LR), ce samedi à Colmar, sont les prémices d'une campagne électorale exacerbée et les symptômes d'une réorganisation territoriale qui ne passe toujours pas. Le fait que ces dérapages inexcusables se soient déroulés en marge d'une manifestation en faveur des langues régionales en dit long sur l'impasse démocratique dans laquelle les candidats se trouvent projetés : quand les mots ne portent plus, ce sont les coups qui partent. Jean Rottner ne pouvait ignorer que sa présence dans un rassemblement aux accents régionalistes allait susciter quelques mouvements d'humeur, mais pas à ce point-là. Incarnation du pouvoir et de la réforme régionale, Manuel Valls avait aussi été enfariné en son temps à Strasbourg. Le président de la Région a pris l'affront avec humour, préférant y voir un « hommage à la pâtisserie alsacienne » que de s'engager dans une riposte qu'il savait contre-productive. Son colistier, Jacques Cattin, n'a pas le même sang-froid que le médecin urgentiste. Son coup de poing et sa tentative de plaquage sur le conseiller

régional frontiste Christian Zimmermann donnent une piètre image de la fonction de parlementaire. La majorité sortante de Jean Rottner (LR-UDI-Centristes) et la liste du Rassemblement national sont au coude-à-coude dans ces élections régionales qui charrient de vieux ressentiments, des peurs irrationnelles, une incompréhension démocratique et des relents populistes. Les événements de Colmar en sont les tristes stigmates.

Franck BUCHY

### **Manifestations - Les écoles ABCM mobilisées**

Dans les différentes écoles du réseau ABCM-Zweisprachigkeit, enseignants et familles ont manifesté ce samedi leur inquiétude et leur incompréhension suite à la décision du conseil constitutionnel de censurer l'enseignement immersif. « Dans les hautes sphères, certains croient que transmettre une langue régionale peut être un danger pour la République », s'étonne Audrey Kopp, directrice de la Séquoia Schule de Saverne, où 75 % des enseignements sont dispensés en alsacien ou en allemand. Pour elle, au contraire, cette méthode « ouvre des possibilités d'apprentissage des langues étrangères ». Dans la cour du site de Haguenau, ils étaient une soixantaine de parents d'élèves, vêtus aux couleurs du drapeau alsacien, en rouge et blanc, pour défendre, pancartes à la main, l'enseignement immersif. « C'est une nécessité pour que la langue ne disparaisse pas et réintègre l'espace social et familial. Cela faisait plus de 70 ans qu'il n'y avait pas eu de loi en faveur des langues régionales », souligne Pascale Lux, vice-présidente d'ABCM Zweisprachigkeit. « Une loi donne des droits, mais aussi des moyens financiers. »

#### **« La demande est là »**

À l'école de Gerstheim, la matinée dédiée aux inscriptions pour septembre s'est doublée d'une manifestation. À 10 h, au son de l'hymne alsacien, 25 parents d'élèves ont également déployé pancartes et banderoles. Sur l'une d'entre elles on pouvait lire : « Blanquer, les ALSACIENS te préviennent, la situation va se CORSER quand tu auras les BRETONS aux BASQUES ». La décision du conseil constitutionnel « nous porte un coup sur le long terme », estime Sarah Moessmer, représentante de l'association des parents d'élèves les Misela. « Mais la demande est là : pour la rentrée prochaine, nous enregistrons une très forte augmentation des inscriptions, ce qui montre que la culture régionale ne se limite pas à aux kougelhofs et aux spaetzle ! »

La veille, un rassemblement s'était déjà tenu sur le site d'Ingersheim, comme devant l'école de Schweighouse-sur-Moder, où une trentaine de personnes ont notamment arboré ce message : « Maman, warum kann isch nimmeh elsassisch redde ? », « Maman, pourquoi je ne peux plus parler alsacien ? ». Une question qu'ils étaient des centaines à se poser.

C. C. avec les agences des DNA